

Déclaration de Mohamed Ennafâa ,  
secrétaire du parti communiste tunisien.

Un grave conflit, qui oppose principalement deux tendances différentes, a éclaté un grand jour au sein du Parti socialiste destourien, pendant et après le congrès de Monastir. Bien qu'il ait pour cadre le parti gouvernemental érigé en parti unique, ce conflit intéresse tout le pays. Il se situe, en fait, dans le prolongement de la crise politique qui était apparue en 1969 et qui avait pour objet réel l'orientation générale du développement économique et social.

Dès cette époque, les forces politiques et sociales qui étaient parvenues à mettre en échec l'orientation progressiste, cherchaient, chacune à sa manière, à pousser jusqu'au bout leur avantage. Certaines d'entre elles, brigant ouvertement la prise en mains des affaires du pays, ont posé le problème de la réorganisation du pouvoir. Autant pour se donner les moyens d'accéder à leurs fins que pour masquer le caractère conservateur et réactionnaire d'une orientation hostile à toute transformation des structures économiques et sociales, hostile à l'idée même de socialisme, elles ont mis en avant les slogans de démocratisation et de démocratie, exploitant ainsi l'aspiration normale des masses populaires à une vie démocratique réelle.

\*\*\*

Dans le passé, les communistes tunisiens ne se sont pas laissés abuser par les mots d'ordre ultra-nationalistes développés par le courant dit yousséfiste. Ils ne se sont pas plus laissés abuser, naguère, par ceux qui s'abritaient derrière le mécontentement légitime des petits paysans pour combattre les coopératives, à M'seken et ailleurs. Aujourd'hui non plus, ils ne se laissent pas abuser par l'usage démagogique des mots d'ordre de démocratie et de démocratisation.

Le problème de la démocratie ne peut être posé de façon formaliste et abstraite, en dehors de toute référence au contexte concret actuel, en dehors de toute référence au problème essentiel, celui du développement économique et social. La démocratie ne signifie pas et ne peut signifier qu'il faille donner à des forces conservatrices et réactionnaires des moyens plus grands pour se hisser au pouvoir et remettre en cause toutes les acquisitions positives réalisées depuis l'indépendance. Bien au contraire, dans la Tunisie d'aujourd'hui et compte tenu des leçons d'un passé récent, la démocratie signifie l'élargissement des possibilités d'intervention de toutes les forces progressistes pour battre les forces conservatrices et réactionnaires et faire triompher une politique de développement avancé. Elle signifie concrètement:

- que les ouvriers, que tous les travailleurs puissent défendre leurs droits et revendications contre l'égoïsme de certains patrons, contre la spéculation qui réduit sans cesse leur pouvoir d'achat;
- que les paysans travailleurs puissent sauvegarder leur petite exploitation agricole des convoitises des spéculateurs, que ceux d'entre eux, qui sont dépourvus, puissent faire valoir leur droit à la terre;
- que les jeunes puissent concrétiser leur droit à l'instruction, à la culture et à l'emploi;
- que tous les démocrates et progressistes, que tous les partisans du socialisme puissent s'exprimer et défendre librement leur point de vue.

Et c'est en ce sens que les communistes tunisiens ont réclamé et continuent de réclamer l'abrogation de la mesure administrative qui, depuis 1963, fait obstacle à l'activité légale de leur parti et à la parution de leur presse.

\*\*\*

En s'opposant à la démagogie des forces conservatrices et réactionnaires et en défendant leur droit à l'exercice effectif des libertés démocratiques inscrites dans la Constitution, les communistes tunisiens ont le souci de favoriser le rassemblement de toutes les forces politiques et sociales de progrès autour d'une ligne de

.../...

développement national conforme aux données concrètes de notre pays, aux intérêts de son peuple et ouverte vers le socialisme.

L'expérience - la nôtre comme celle d'autres pays nouvellement indépendants-, montrant qu'en dépit des erreurs de conception et de méthodes qu'il faut corriger, qu'en dépit des insuffisances qu'il faut combler, seule une politique de développement orientée selon une optique non-capitaliste, permet de sauvegarder l'indépendance nationale et d'apporter, progressivement, une solution valable aux problèmes qui se posent quotidiennement devant l'ensemble des masses populaires.

Tout en appréciant positivement les déclarations du président Bourguiba en faveur d'une option socialiste, les communistes tunisiens considèrent que, pour ouvrir la voie à la réalisation d'une telle option, certaines mesures concrètes sont nécessaires.

Ainsi, afin de couper l'herbe sous les pieds des forces réactionnaires qui se targuent de défendre la démocratie et afin de favoriser la mobilisation politique des masses populaires, il convient de lever toutes entraves à l'exercice des libertés démocratiques par toutes les forces progressistes réellement attachées au socialisme, il convient de mettre fin aux suites d'un récent procès politique et de libérer Ahmed Ben Salah. Il convient encore et en même temps de donner à la politique économique un contenu national et démocratique qui mette l'indépendance de notre pays à l'abri de toute pénétration néo-colonialiste et crée des conditions propices au progrès social et culturel.

C'est pourquoi, sans ignorer la contribution possible et nécessaire du secteur privé au développement économique, dans les conditions actuelles de notre pays, les communistes tunisiens réaffirment la nécessité :

-de consolider et d'étendre le secteur industriel d'Etat dans les branches économiques essentielles;

-de mettre les terres domaniales à l'abri des appétits des gros possédants et des spéculateurs, de promouvoir une réforme agraire qui tienne compte des erreurs du passé et les corrige, de protéger la petite propriété paysanne en favorisant le regroupement démocratique et volontaire des petits exploitants dans des coopératives de leur choix et adaptées à leurs besoins réels;

-de nationaliser les principaux secteurs de l'import-export;

-de satisfaire progressivement les besoins des travailleurs par une juste politique des salaires, des prix et de l'emploi;

-de défendre le caractère démocratique de l'enseignement contre toute tendance sélectionniste et de l'étendre, afin de généraliser au maximum l'accès à une culture nationale et moderne.

C'est pourquoi également, sans ignorer les efforts déployés jusqu'ici pour assurer à la Tunisie l'aide étrangère la plus étendue possible, les communistes tunisiens réaffirment la nécessité d'une politique extérieure qui tienne davantage compte de l'évolution des réalités mondiales et donne à notre pays les relations les plus favorables à son développement indépendant, selon une perspective socialiste.

...

Tout en défendant leur propre point de vue sur la marche vers le socialisme, les communistes tunisiens restent ouverts aux points de vue développés par tous ceux qui, par delà les différences idéologiques, se prononcent pour une option socialiste. Ils restent persuadés que tous les tunisiens qui, à quelque titre que ce soit, se réclament du socialisme, peuvent et doivent trouver un dénominateur commun pour oeuvrer ensemble au progrès du développement économique, social et culturel de notre pays.

Tunis le 23/11/1971.